

Vesoul, le 29 septembre 2023

Monsieur le Directeur Général,

Vous rencontrez régulièrement nos Représentants syndicaux nationaux et effectuez fréquemment des visites dans les Services de la DGFIP, où vous échangez avec les Agents et les Représentants syndicaux sur le terrain.

Aujourd'hui, c'est en Haute-Saône que vous avez choisi de vous rendre.

Que pouvons-nous vous dire que vous ne sachiez déjà ?

En effet, vous connaissez parfaitement le revendicatif que porte Solidaires Finances Publiques sur les sujets transverses, les carrières, les rémunérations, les conditions de vie au travail, sur les sujets métiers, sur le NRP, sur l'Intelligence Artificielle...

Année après année, nous faisons remonter, les difficultés rencontrées liées notamment aux restructurations incessantes et à la baisse drastique des moyens et des emplois.

Vous n'êtes pas sans savoir que la situation de la DGFIP, qui ne tient que par la conscience professionnelle de ses Agents, se dégrade constamment, tant au niveau du Personnel, que des Services et du Service Public !

Vous ne pouvez pas minorer les incessantes suppressions d'emplois et les vacances d'emplois qui en découlent ! La Haute-Saône a perdu 79 emplois ces 10 dernières années, soit 22% de ses effectifs. Il nous manque aujourd'hui 20 agents A, B et C sur un total de 244 postes. Et le ralentissement annoncé des suppressions d'emplois ne permettra pas de combler les besoins.

Le recrutement massif de contractuels en situation précaire n'est pas satisfaisant et ne peut remplacer les Fonctionnaires dont le statut est une garantie d'égalité, d'indépendance et de neutralité pour le Service Public.

Vous ne pouvez pas sous-estimer l'impact des réformes incessantes qui ont été imposées, ni les effets délétères des évolutions de notre Administration sur les collectifs de travail, ainsi que la perte de sens du travail qui en découlent.

Le NRP a abouti en Haute-Saône à la fermeture de 14 Services sur 30 ! Si la mobilité géographique n'a pas été forcée dans notre Département, la mobilité fonctionnelle, elle, l'a bien été, entraînant dans son sillage de considérables pertes de compétences.

Le réseau et la proximité ont été détruits, créant au passage d'énormes structures et impliquant une dégradation généralisée des conditions de travail, l'intensification et la taylorisation de nos métiers, un net appauvrissement de l'intérêt pour le travail, fréquemment sources de conflits. Les Agents ne sont plus en mesure de remplir correctement leurs missions générant découragement, fatigue, remise en cause et burn-out.

Vous ne pouvez pas méconnaître le mal-être des Agents qui ne peuvent assurer leur mission par manque de moyens humains, budgétaires, applicatifs.

Vous ne pouvez pas rester aveugle face à la souffrance de plus en plus prégnante des Agents, corrélée à des pertes de repères dans l'accomplissement de leur mission et à des inquiétudes sur l'avenir incertain de leur Service.

Il y a ceux qui peuvent enfin partir à la retraite, obtenir un détachement ou une rupture conventionnelle, ceux qui optent pour une démission silencieuse qui nuit à la cohérence des équipes, ceux qui estiment ne pas être entendus et le signifient par de la violence envers eux-même ou envers les autres.

Vous ne pouvez pas ignorer que la motivation des Agents est en net recul au regard des différents baromètres que vous diligentez. La conscience professionnelle des Agents qui, jusque-là a constitué le ciment de notre Administration, est l'ultime barrière à l'effondrement de notre Service Public.

Vous ne pouvez pas ignorer les attaques qui touchent les Agents, que ce soit contre le système de retraite, contre le statut de fonctionnaire, contre les règles régissant la carrière, contre l'action sociale, contre le dialogue social...

Vous ne pouvez pas occulter les revendications des Agents sur le manque de reconnaissance alors qu'ils sont investis au quotidien dans leur mission et qu'ils absorbent depuis des années des réformes incessantes. Les pertes de pouvoir d'achat sont encore plus accentuées en cette période d'inflation galopante, sans que les piètres revalorisations du point d'indice ne viennent remédier à cette injustice.

Vous ne pouvez pas affirmer que nous parvenons à offrir le meilleur Service Public possible quand, dans le même temps, l'externalisation de nos missions éloigne les Usagers de nos Services et remet en cause la technicité requise. Ni les Agents des France Services, ni les Buralistes ne peuvent se substituer aux Agents de la DGFIP !

Vous ne pouvez pas croire que la relocalisation des missions permettra de renforcer le Service Public dans les territoires. Les plateformes dissocient le travail de l'accueil et éloigne le Public de l'interlocuteur fiscal unique, prôné en son temps par la DGFIP.

La création d'un Centre de Contact pour les Particuliers en 2024 dans notre Département n'apportera aucun nouveau service public de proximité ni aucun service supplémentaire aux Usagers locaux.

Vous ne pouvez pas minimiser les conséquences de la dématérialisation à outrance qui avance à un rythme inadapté à la Société. Le tout numérique éloigne une partie croissante de la population de l'accès au Service Public et accentue les inégalités sociales, tout particulièrement dans un département rural comme le nôtre qui compte seulement 58 % de Particuliers télédéclarants. La dématérialisation fait reposer sur les Usagers les travaux qui, auparavant, étaient réalisés par les Agents. Entre temps, les Services ont perdu les emplois correspondant et doivent désormais faire face à un afflux d'Usagers en situation d'illectronisme. Le Public a besoin d'un service de proximité qui doit avoir les moyens humains de répondre à leurs interrogations. L'actuel fiasco de GMBI est un illustre exemple de dématérialisation qui impacte à la fois le Public et des Services déjà en difficulté, avec des conséquences lourdes pour la qualité des missions en matière de gestion des particuliers, de missions foncières et cadastrales... En Haute-Saône, il ne subsiste qu'un SDIF et 2 SIP qui ont vu fondre leurs effectifs ces dernières années.

Même si vous n'êtes pas sans savoir que la situation se dégrade constamment dans notre Administration, nous tenons à vous faire entendre notre bilan.

Vous souhaitez une Administration transformée et attractive : nous également !

La DGFIP a besoin de transformation en profondeur pour remettre le Service Public au cœur de nos missions, pour permettre aux Agents de travailler dans de bonnes conditions, c'est-à-dire avec des emplois pourvus en nombre suffisant, avec le renforcement de nos missions, des moyens conséquents, notamment un fonctionnement optimum des applications, et bien entendu avec une rémunération digne de ce nom ! C'est seulement à ces conditions que la DGFIP deviendra attractive !

Nous espérons que vous n'allez pas tenter de minimiser la situation dans laquelle se trouve la DGFIP en général et la DDFIP 70 en particulier, ce qui serait une marque de mépris envers les Agents qui, avec leur seule conscience professionnelle, font encore tenir la DGFIP. Mais pour combien de temps encore ?

Pour la Section Solidaires Finances Publiques 70, Béatrice Boulanger et Corinne Mulenet